



## Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie, vive la riposte ouvrière et internationaliste du 1<sup>er</sup> mai !

*Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1<sup>er</sup> mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... "L'État opprime et la loi triche", ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : "L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail" ?*

### Leur 1<sup>er</sup> mai et le nôtre

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en une pâle "fête du Travail", célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1<sup>er</sup> mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports où le travail ne peut s'arrêter. Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales, comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures à Stellantis Poissy, le 1<sup>er</sup> mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix, et l'interdiction des licenciements. Il faudra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires

des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

### Leurs guerres et notre solidarité internationaliste

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, "près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles". Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1<sup>er</sup> mai sera l'occasion de réaffirmer que pour nous, travailleurs et travailleuses, les seuls ennemis sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

### MANIFESTATION

Vendredi 1<sup>er</sup> mai · 10h

Place de la République (Arsenal)

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :



npa-revolutionnaires.org



NPA Révolutionnaires Lorraine / NPA Jeunes Révolutionnaires Metz

## EN BREF

### **Pep Lor'Est : l'avenir est opaque**

La période d'observation dans le cadre du redressement judiciaire des Pep Lor'Est se poursuit. La directrice se dit prête à « restructurer » si nécessaire. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Réorganisation ? Suppressions de postes ? Licenciements ? Ce qu'on sait déjà, c'est que ce sont les 800 salariés de l'association qui paient la mauvaise gestion des comptes par la direction : dysfonctionnements dans l'approvisionnement des goûters pour les périscolaires, plafonnement des cartes carburant limitant les déplacements, démissions et sous-effectif. C'est peut-être la direction qu'il faut « restructurer ».

### **Contre la répression, solidarité avec Baptiste !**

Baptiste Anglade, éducateur en prévention spécialisé, syndicaliste et militant du NPA-R à Grenoble, était convoqué le 16 avril suite à une plainte pour faits de grève. La direction d'Ocellia (école en travail social à Echirolles) avait porté plainte pour « intrusion » parce que des étudiants avaient invité les salariés du secteur à les rejoindre à l'occasion de la journée de mobilisation du 10 septembre dernier, contre le vol de 2 jours de congés et les mesures d'austérité prévues par le gouvernement. Une centaine de personnes ont participé au rassemblement de soutien à Baptiste. Une solidarité qui a rendu malade... le délégué du procureur, qui a reporté au 2 juin la convocation. Un nouveau rassemblement est donc en préparation.

### **Reprise de la guerre contre les locataires précaires**

Mercredi 1<sup>er</sup> avril a pris fin la « trêve hivernale ». Les procédures contre les personnes qui ne peuvent payer leur loyer vont reprendre de plus belle. L'an dernier, on avait enregistré 30500 expulsions locatives, une hausse de 60 % comparé aux deux années précédente. Une pression croissante sur le marché locatif qui frappe les ménages les plus vulnérables. La tendance va se poursuivre : le ministre du Logement Vincent Jeanbrun fantasme 50000 expulsions par an et souhaite – dans la continuité de la réforme Kasbarian-Bergé – un renforcement de l'arsenal juridique anti-squatteur au service des propriétaires fonciers. Un toit est un droit : non aux expulsions, expropriations des logements vacants, des logements décents pour tous et toutes !



Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ?  
Ecris-nous : [npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com](mailto:npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com)

### **Le travail social est collectif**

A Metz, depuis quelques mois des travailleurs sociaux s'organisent entre elles et eux au sein d'un collectif "travail social en lutte". En formation ou en activité, quels que soient nos employeurs ou nos champs d'intervention, nous subissons les mêmes réalités alors nous avons tout intérêt à nous regrouper pour défendre nos conditions de travail, des accompagnements de qualité et un travail social émancipateur.

### **La fraude du capital**

Le gouvernement a annoncé en grande pompe il y a quelques semaines, qu'il allait intensifier sa chasse à la fraude sociale. On nous parle d'une fraude estimée à 13 milliards d'euros par an. Dans ce total, 7 milliards sont en réalité le fait des patrons, qui ne déclarent pas leurs salariés et ne paient pas leurs cotisations à l'URSSAF. Mais ce n'est certainement pas contre eux que la lutte s'intensifie. Pendant ce temps, la fraude fiscale, à hauteur de 100 milliards, peut continuer à bien se porter. Une preuve de plus : les véritables fraudeurs sont les patrons, et les lois, sont faites pour les aider.

### **Le surendettement progresse... au rythme de la pauvreté**

Selon la dernière étude détaillée de la Banque de France, l'essentiel des dossiers de surendettement concernent les populations les plus précaires. Les femmes sont majoritaires, 21 % des dossiers proviennent de familles monoparentales, et 62 % de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Le nombre de dossiers traités a augmenté de 14,1 % par rapport à 2025.

### **Quatre millions de personnes renoncent à des produits d'hygiène**

Selon un sondage Ifop pour l'association Dons solidaires, 42 % des personnes interrogées doivent parfois choisir entre l'achat de nourriture ou de produits d'hygiène. Gel douche, dentifrice, déodorant, protections hygiéniques : près de 4 millions de personnes renoncent à les acheter faute de moyens. Quand l'accès à ces produits manque, les conséquences se font également sentir sur la vie sociale. 46 % des personnes concernées disent perdre confiance en elles et un tiers se terre chez elles. Là encore la pauvreté conduit à l'isolement des plus précaires.

### **À la bonne santé des patrons !**

Le 8 avril, le patronat avait mis les petits plats dans les grands pour inviter Marine Le Pen. Tout le gratin du CAC40 se trouvait autour de la table : Bernard Arnault, l'homme le plus riche du pays et PDG de LVMH, mais aussi les patrons de TotalEnergies, Capgemini ou encore un fils Bolloré. Le principal syndicat patronal a remis le couvert. Patrick Martin, le patron du MEDEF a invité Jordan Bardella à déjeuner au siège du Medef le 20 avril. Voir les dirigeants du RN ripailler avec les grands patrons, c'est tout un symbole des liens qui unissent les uns et les autres.